



## ÉDITORIAL

# Le profit empoisonne nos assiettes

PAR **FABIEN GAY**, DIRECTEUR DE L'HUMANITÉ

**J**usqu'où une société accepte-t-elle d'empoisonner sa population au nom de la rentabilité économique ? Les sources d'inquiétude peuvent se trouver dans nos champs, dans nos cuisines, dans nos organismes. Invisibles, silencieuses, souvent légales. Le cadmium dans les céréales et le pain. Le chlordécone dans les terres antillaises. Les polluants éternels rejetés dans les cours d'eau. Trois affaires différentes. Trois scandales.

**Le cadmium est devenu un sujet majeur de santé publique.** Ce métal lourd toxique s'accumule dans les reins, fragilise les os et augmente les risques de cancers. Selon les alertes répétées des autorités sanitaires, une partie importante de la population française y est exposée à travers l'alimentation quotidienne. À l'origine du problème, des engrais phosphatés utilisés depuis des décennies et qui contaminent progressivement les sols, et donc notre alimentation.

**Le plus frappant est que personne ou presque ne conteste désormais le diagnostic porté par l'Anses.** Comme souvent, la santé publique se retrouve mise en balance avec les impératifs économiques, les chaînes d'approvisionnement et les intérêts industriels.

Cette question résonne douloureusement aux Antilles. Le scandale du chlordécone y est devenu le symbole d'un empoisonnement dont l'État connaissait les risques mais qu'il a ignorés. Utilisé dans les bananeraies de Martinique et de Guadeloupe jusqu'en 1993 malgré les alertes scientifiques, ce pesticide a durablement contaminé les terres, les rivières, les littoraux et les corps. Aujourd'hui encore, plus de 90 % de la population adulte des Antilles porte les traces de cette exposition. Après des décennies de déni, la reconnaissance progressive des responsabilités de l'État constitue une étape importante. Mais elle ne suffira pas à effacer l'injustice subie par des populations sacrifiées sur l'autel capitaliste et sur fond de néocolonialisme.

**Le chlordécone nous rappelle une vérité simple : lorsqu'une catastrophe sanitaire éclate, il est toujours trop tard.** Les responsables invoquent alors les connaissances de l'époque, les contraintes économiques ou l'absence de certitudes absolues. Pourtant, les alertes existaient déjà. Le scénario se répète avec les Pfas, ces « polluants éternels » utilisés dans de nombreuses activités industrielles et notamment dans la fabrication des revêtements antiadhésifs. Les révélations concernant les rejets issus de l'usine Tefal en Haute-Savoie ont mis en lumière l'ampleur de contaminations environnementales. Malgré les paroles des industriels assurant respecter les normes.

**Cadmium, chlordécone, Pfas :** ces scandales racontent un modèle agricole et industriel qui a longtemps considéré la nature comme une ressource inépuisable et la santé des travailleurs et des citoyens comme anecdotique. Ils révèlent aussi l'affaiblissement de la puissance publique face à des intérêts économiques capables d'imposer leur calendrier et leurs profits quand l'urgence sanitaire exigerait des décisions immédiates. Car l'expérience nous l'a appris : chaque fois que l'on reporte les décisions au nom de la compétitivité ou de la croissance, ce sont les citoyens qui finissent par payer la facture. La véritable question est donc démocratique. Qui décide de ce que nous mangeons ? Qui décide du niveau de risque acceptable ? Qui paie lorsque les dégâts apparaissent ? Lorsqu'un doute sérieux existe sur la dangerosité d'une substance, la protection du peuple doit primer sur les profits. Non dans vingt ans. Non après le prochain rapport. Maintenant. ●

**Cadmium, chlordécone, Pfas :** ces scandales révèlent l'affaiblissement de la puissance publique face aux intérêts économiques (...) quand l'urgence sanitaire exigerait des décisions immédiates.